

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/339
S/14564 ✓

22 juin 1981

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANÇAIS

UN LIBRARY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-sixième session

Point 22 de la liste préliminaire^x

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

JUL 8 - 1981

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

UN/5A COLLECTION

Lettre datée du 19 juin 1981, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour votre information, le texte de la déclaration en date du 15 juin 1981 du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Kampuchea démocratique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire circuler ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 22 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

x A/36/50.

ANNEXE

DECLARATION DU PORTE-PAROLE
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Comme elles sont acculées à l'impasse au Kampuchea sur les plans militaire, politique et diplomatique, et sont condamnées par l'opinion internationale qui exige qu'elles retirent totalement et inconditionnellement leurs troupes du Kampuchea conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, les autorités de Hanoi tentent de se dégager de ce total isolement et se sont livrées fébrilement à une nouvelle duperie en convoquant à une prétendue conférence à Phnom Penh les 13 et 14 juin derniers, leurs fantoches de Vientiane et de l'administration vietnamienne de Phnom Penh.

La soi-disant proposition de Phnom Penh dont elles ont fait état, n'a rien d'originale et ne mérite aucune attention. Elle n'est qu'une grossière manoeuvre pour tenter de détourner les pays de l'ANASE et les autres pays de la Conférence Internationale sur le Kampuchea prévue pour le mois de juillet prochain, et de légaliser l'administration vietnamienne de Phnom Penh.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique rejette et condamne catégoriquement cette nouvelle duperie des autorités de Hanoi.

Le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Asie du Sud-Est dépend de la seule bonne volonté des autorités de Hanoi, de leur disposition à appliquer ou non la résolution 35/6 de l'ONU, à participer ou non à la Conférence Internationale sur le Kampuchea qui se tiendra le 13 juillet prochain à New York pour fixer un calendrier

précis pour le retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Kampuchea, pour rétablir le peuple du Kampuchea dans l'exercice de son droit de choisir son propre Gouvernement par des élections générales et libres au scrutin direct et secret sous la supervision du Secrétaire Général de l'ONU.

Mais les faits montrent que les autorités de Hanoi ne manifestent aucun désir de paix. Actuellement, elles procèdent à des concentrations de troupes à Poipet près de la frontière Kampuchea-Thaïlande dans le dessin d'agresser une nouvelle fois la Thaïlande. Parallèlement, elles mènent des opérations de ratissage et de massacre contre la population civile du Kampuchea dans les régions de Thmar Puok et Svay Chek (Battambang) ainsi que dans d'autres régions, notamment sur la route nationale No6, à Choam Ksan et Koh Kong. Mais ces opérations ont été toutes mises en échec par le peuple, l'Armée Nationale et les guérilleros du Kampuchea Démocratique.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique tient à exprimer, en cette occasion ses profonds remerciements aux pays de l'ANASE et aux autres pays épris de paix et de justice qui ont vu clairement et dénoncé cette nouvelle manoeuvre des autorités de Hanoi. Le peuple et le Gouvernement du Kampuchea Démocratique pour leur part sont déterminés à poursuivre leur juste lutte jusqu'au retrait de toutes les troupes d'agression vietnamiennes du Kampuchea, afin d'édifier un Kampuchea indépendant, uni, neutre et non-aligné, garant d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables en Asie du Sud-Est, en Asie, dans le Pacifique et dans le monde.

Kampuchea Démocratique,
le 15 juin 1981
